L'UNION

POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DÉMOCRATIQUE ET SOLIDAIRE

Solidaires étudiant-e-s syndicats de luttes — L'Alternative union syndicale & associative — FSE Fédération Syndicale Étudiante

Ces deux dernières années, le gouvernement a poursuivi sa politique de libéralisation de l'ESR. Loi de programmation de la recherche (LPR), réforme des études de santé, réforme des BUT, réforme de la commission disciplinaire, obligation d'une certification privée en anglais… À côté de cela, et alors que la situation des étudiant·e·s n'a jamais été aussi dramatique, Frédérique Vidal a multiplié les provocations et tentatives de diversions : procès en « islamo-gauchisme », « bonbons qui trainent sur les tables »…

Face à la situation, nous sommes convaincu·e·s que la représentation étudiante nationale ne doit pas rester passive. C'est pourquoi nous avons décidé de former une liste d'union visant à rassembler toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans la nécessité de proposer une alternative véritablement combative à l'échelle nationale et portant réellement la voix locale.

Bien évidemment, nous savons et nous avons pu constater que ce n'est pas une action limitée au CNESER, instance purement consultative, qui permettra de véritablement transformer l'ESR. Mais, loin de vouloir servir de caution "démocratique" au gouvernement, nous voulons faire de notre mandat un outil au service de notre lutte quotidienne contre la libéralisation de l'ESR et la précarité étudiante. Nous souhaitons également nous saisir de ce cadre pour être le relais de la représentation étudiante locale, trop souvent oubliée par les grandes organisations nationales.

Plus globalement, il nous semble essentiel de se saisir de cette élection pour envoyer un message fort. Les élu·e·s CNESER de ce prochain mandat devront composer avec le gouvernement qui sera issu des élections de 2022, quel qu'il soit. A l'heure où les think tanks macronistes défendent la hausse des frais d'inscription et que la réforme des bourses se fait toujours attendre, il est impératif de faire entendre et défendre une autre voix.

La démocratie étudiante peut être autre chose que cette caricature qu'en ont fait les principales organisations nationales. Avec des élu·e·s aux profils et aux origines variés, venant à la fois des mondes associatifs et syndicaux, nous pensons qu'une autre vision de l'enseignement supérieur et de la représentation étudiante est possible. Notre alliance est la preuve que nous ne sommes pas là pour défendre les positions et intérêts d'une organisation mais bien ceux des étudiant·e·s.

2 ans de réprésentation NOTRE BILAN

RÉSISTER AU QUOTIDIEN

- Opposition aux réformes attaquant nos droits et conditions d'études
- Participation aux mobilisations intersyndicales et aux collectifs contre la LPR
- Signature de la pétition réclamant la démission de Frédérique Vidal

PORTER LA VOIX LOCALE

- Consultation et une prise en compte de l'avis des élu·e·s étudiant·e·s des établissements pour les dossiers les concernant
- Relai des mobilisations locales et des motions votées dans nos conseils
- Portage des situations spécifiques auprès du ministère (ex : étudiant·e·s en santé réquisitionné·e·s pendant la crise sanitaire)

UN TRAVAIL DE TERRAIN

- Initiateur·rice·s des opérations Crous Gratuits en 2019 et participation aux mobilisations des étudiant·e·s fantômes en 2021
- Distributions de produits alimentaires et de premières nécessités (dont protections périodiques) partout en France
- Mobilisation pour le gel des loyers en cité U, le repas CROUS à 1€ et la gratuité des protections périodiques gratuites

Ce document N'EST PAS un bulletin de vote

NOS PROPOSITIONS

Une pédagogie et des moyens augmentant la réussite

- Renforcement des cadrages nationaux et rétablissement de l'obligation de la mise en place des rattrapages et de la compensation
- Favoriser un enseignement permettant des cours interactifs et une possibilité facilité de se réorienter
- Pour un réengagement financier massif de l'Etat dans l'ESR pour rénover nos locaux, créer des places et des postes supplémentaires
- S'opposer à la mise en concurrence des établissements en refusant notamment un mode de fonctionnement basé sur les appels à projet et en pronant la pérénisation des financements

Défendre un ESR à taille humaine

- S'opposer aux fusions et regroupements universitaires qui vont à l'encontre des intérêts des étudiant·e·s et des personnels
- Garantir un maillage territorial permettant l'accès à une formation sur l'ensemble du territoire

Etudiant·e·s étrange·re·s, mettre fin aux inégalités

- Régularisation des étudiant·e·s sans papiers sur la base de : une carte étudiante = un titre de séjour
- Abroger la hausse des frais d'inscription "bienvenue en France"
- Renforcer l'accompagnement pédagogique et mettre en place partout sur le territoire des guichets uniques d'accueil

Lutter contre toute forme de discriminations et oppressions

- Adapter les enseignements à toutes les situations de handicap
- Lutter contre le sexisme, le racisme et les LGBTIphobies dans l'ESR
- Creer une charte nationale de lutte contre les discriminations
- Généraliser les cellules de veille et systèmes de signalement dans tous les établissements
- Généraliser le droit d'utilisation du prénom d'usage
- Développer les formations à l'attention de toute la communauté
- Promouvoir et défendre la diversité culturelle, les identités locales, et notamment des langues dites régionales

Intégrer davantage les enjeux écologiques dans l'ESR

- Développer les formations et soutenir davantage la recherche des secteurs contribuant à la bifurcation écologique
- Créer une règle verte nationale renforcant les standarts écologiques imposés aux établissement : tri sélectif, circuits courts, rénovations thermiques et énergétiques, jardins partagés, stockage des datas, etc.

Défendre un ESR ouvert à toutes et tous

- S'opposer à la sélection et défendre un sytème ou l'inscription n'est conditionnée que par l'obtention de l'année inférieure /diplôme inférieur
- Lutter contre toute hausse des frais d'inscription quel que soit le type d'établissement et militer pour la gratuité de l'éducation
- Lutter contre la précarité étudiante et défendre un système où nul n'aurait à travailler pour étudier

Valoriser et améliorer le doctorat

- Garantir et mensualiser la rémunération de tou·te·s les doctorant·e·s à la hauteur de leurs activités de recherche et d'enseignement
- Contractualiser tou·te·s les doctorant·e·s
- Améliorer l'accompagnement pédagogique et les infrastructures dédiées

Améliorer les conditions de vie et d'études en outre-mer

- Mettre en place un plan d'action global pour répondre aux difficultés touchant spécifiquement les établissements et étudiant·e·s d'outre-mers
- Développer les aides à la mobilité des étudiant·e·s ultra-marin·e·s
- Étendre et diversifier l'offre de formation
- Mettre en place un complément de bourse pour palier aux différences du coût de la vie
- Augmenter le nombre de place en IUT et en BTS

Améliorer la gestion de la crise sanitaire

- Permettre le retour en présentiel de l'ensemble des étudiant·e·s qui le souhaitent
- Mettre en place un plan national d'urgence contre la précarité étudiante et sur la santé étudiante
- Cadrer nationalement les adaptations et modalités d'évaluation liées à la crise afin d'éviter les inégalités entre établissement
- Rendre gratuits les masques pour l'ensemble des étudiant·e·s

Faire des étudiant·e·s de vrai·e·s acteur.trices de l'ESR

- Renforcer la part des étudiant·e·s et des personnels dans les instances nationales et locales en diminuant celle des personnalités extérieures
- Intégrer au CNESER des sièges spécifiques pour les doctorant·e·s
- Permettre la gestion de la CVEC via des budgets participatifs étudiants et abolir à terme cette taxe étudiante
- Rendre les avis du CNESER avis contraignants pour le ministère afin que l'instance soit réellement entendue

Soutenir la vie étudiante face à la crise

- Mettre en place un plan de relance de la vie étudiante et de soutien aux associations étudiantes et services sportifs et culturels